

LA VIGIE



JOURNAL DE DEMOCRATIE SOCIALE
DES ILES SAINT-PIERRE & MIQUELON

ABONNEMENTS:

Saint-Pierre. — un an.... 9 fr. 00
Union postale. — un an.... 12 fr. 00

Direction : SAINT-PIERRE

Rue Jacques-Cartier

INSERTIONS:

Une à six lignes. 3 fr. 00
Réclames. 0 fr. 50
Faits divers. 1 fr. 00

AVIS IMPORTANT.

On demande combien il y a à St-Pierre de familles assez éprises de la légalité pour attendre l'autorisation officielle de l'École libre pour y envoyer leurs enfants.

Elles donnent par là un argument contre cette école et il est nécessaire qu'elles se fassent connaître afin de permettre à M. l'Administrateur de se rendre compte du nombre exact des partisans connus et de ceux jusqu'ici inconnus aux yeux de l'Administration, des écoles libres.

Leur défection actuelle en effet donne pour un enfant, un enfant de plus, soit le double.

La réponse sans rien changer à l'état actuel aiderait à remettre les choses au point.

Envoyer les lettres à l'École Libre ou au Bureau du Journal.

La question des écoles.

Nos adversaires antipatriotes Où sont les vrais patriotes.

Il est regrettable d'être obligé de constater que, dans la question des écoles, certaines gens mal intentionnés se constituent nos adversaires.

Nous les connaissons bien, ce sont les adversaires politiques de M. L. Légasse qui ont l'audace, le cynisme, de traiter les St-Pierrais d'antipatriotes parce que le 16 novembre quelques manifestants exaspérés d'une injustice ont arboré, au son de la Marseillaise, le drapeau Américain.

Inutile de revenir sur les événements de cette journée. Nous pouvons donner l'assurance que si, ce jour-là, un jugement du Tribunal n'avait pas condamné les professeurs et ordonné la fermeture de l'École, aucune manifestation ne se serait produite, rien n'aurait été organisé, tout a été spontané, et c'est au sortir de l'audience que la population, indignée de ce jugement rendu quelques minutes après la promesse formelle faite à ses délégués que M. l'Administrateur câblerait au Ministre, qu'un pavillon Américain a été promené dans les rues,

comme l'emblème de la Liberté qu'on lui refusait.

Du reste, c'est aux cris de vive la Liberté que la foule a parcouru les rues, en chantant la Marseillaise, et pas un cri séditieux n'a été poussé.

Sont-ce là des faits qui peuvent entacher les St-Pierrais d'antipatriotisme, nous le nions énergiquement.

Les St-Pierrais sont de bons patriotes; Le sang Basque, Breton et Normand qui coule dans leurs veines ne saurait mentir; ils aiment la France, la mère-patrie, mais aussi, comme leurs frères de France ils veulent la Liberté.

Et puisque nos adversaires nous accusent d'antipatriotisme et que cette question

agitée à la Chambre des Députés où, Dieu merci, nous avons de bons défenseurs, qu'il nous soit permis de mettre les choses au point et de prouver que seuls ceux qui nous accusent sont des antipatriotes.

Qu'on lise attentivement les numéros du « Réveil St-Pierrais », organe de nos adversaires, depuis le mois d'août 1906 jusqu'en mars et avril 1907 et l'on y verra que tout a été mis en œuvre par ce journal pour encourager et favoriser l'exode de la population à cette époque.

Le « Réveil St-Pierrais » a chanté les louanges du trop célèbre Docteur Brisson Cet agent d'émigration Canadienne promettait plus qu'il ne pouvait donner aux malheureux qui, sur ses instances, se sont expatriés de ce pays, et dont plusieurs ont été ruinés.

Le Directeur de ce journal a vendu sa plume, il a reçu d'importantes sommes d'argent pour faire cette œuvre éminemment antipatriotique.

Impossible de le nier, l'évidence est là.

Vous entendez bien St-Pierrais; on a trafiqué sur vous, on a touché de l'argent pour vous tromper, pour faire miroiter à vos yeux des choses qui n'existent pas, et aujourd'hui c'est vous, ceux qui restez, qu'on accuse d'être des antipatriotes.

Si pendant la même période on parcourt la « Vigie » qu'y lit-on ?

Des appels pressants et réitérés à l'Administrateur, au Gouvernement pour venir en aide à la population sans travail.

Dans chaque numéro la « Vigie » signalait l'exode toujours croissant, indiquait les mesures à prendre pour l'enrayer, mettait en défiance les gens qui en se laissant aller aux promesses de Brisson voulaient absolument partir.

Le Directeur de la « Vigie » a lui aussi reçu des offres d'argent pour faire campagne en faveur de l'émigration. Il a re-

poussé ces offres avec dédain. Le Conseil municipal, le Délégué ont mis tout en œuvre pour arriver à enrayer le mouvement.

Nous en resterons là, nous savons d'où viennent ces attaques injustifiées, nous les combattons avec la force que donne une conscience tranquille, et nous les vaincrons.

Nous avons aussi confiance que notre bon droit incontestable ne saurait être méconnu par celui qui vient d'arriver et à qui la France a donné mission de la représenter; nous le saluons à son arrivée sur cette terre si française aux cris de vive la France, vive la Colonie, vive les Écoles.

A qui la lettre ?

Rrrran, plan plan, plan plan, plan plan, ra ta plan !

Il est fait assavoir à tout chacun que ça concerne, qu'un citoyen a trouvé dans la rue, qui traînait, une lettre que le propriétaire est impossible de découvrir tout à fait par ce qui se trouve dedans.

On sait seulement qu'il a des brevets pour l'orthographe qu'il n'a pas eu le temps de mettre.

Pour avoir la lettre, donner son nom, son adresse, son portrait et un talon de mandat.

Pour la modestie, si un devineur dit qu'il a fait la lettre on l'enverra qu'il sera bien content, des fois de rester caché.

Voilà la lecture du morceau:

Saint-Pierre, le 20 novembre 1908.

Chère Sœur,

« Ayant reçu la carte qui m'a fait plaisir de voir que tu es bien ainsi qu'Hippolyte et d'un autre côté de voir que tu ne te fatigues pas beaucoup surtout à m'écrire, cela fait deux lettres que je t'envoie et tu ne m'as encore pas écrits une tu m'as envoyé des cartes postales cela m'a fait bien plaisir mais j'aimerais bien avoir de temps en temps une lettre car on peut dire plus de choses, je pense bien qu'à se courrier ici tu m'en écriras une, chère sœur toi qui aime bien s'avoir des nouvelles de ton cher pays je vais t'en raconter quelques-unes.

« Dimanche dernier dans la grande salle du Midi M. Veillot un des professeurs venu pour faire l'école chrétienne a parlé à propos des écoles tout le monde l'a écouté il parait qu'il parle très bien mais tu pense qu'il y avait comme toujours plus

« de femme que d'homme le lendemain les deux professeurs en passé en correctionnelle toujours pour l'histoire de l'école car il y a longtemps que Légasse les a fait venir et il n'avait même pas l'occasion et comme l'école chrétienne et défendu en France le Ministre ne veut pas qu'il y en ait ici ensuite il y a eut une manifestation tout le monde, n'est pas le mot, enfin tous les imbéciles se sont promenés dans la ville avec le pavillon anglais ainsi en voilà une horreur qu'il se soit à leur pays, la galle du pavillon était un mal de canot ainsi j'ai vu si ceux que le porté devait s'en aller c'était un homme d'esprit comme Prudent et quelque

« révolution terrible et tout les soirs jusque à jeudi il joue du tambour et du chiron si bien que Légasse a fait mettre des affiches pour dire au monde d'être tranquille jusque nouvelle ordre.

Bien le bonjour.

M. D....

Cherchez, et vous trouverez !

NOTRE GRAND CONCOURS.

Liste des récompenses.

1^{er} PRIX :

Une cage dorée, renfermant un coq gaulois, vivant.

2^{me} PRIX :

Une cage à écureuil, cylindrique, montée sur pivot. L'animal, tant qu'il est dans la cage, ne peut y demeurer ou repos.

3^{me} PRIX :

Un anneau nuptial.

4^{me} PRIX :

Une chaîne de montre en fer avec fermoir, pouvant servir de menottes avec en breloque le boulet que traînent les forçats.

5^{me} PRIX :

Un brevet de nomination à un emploi rétribué par l'État.

6^{me} PRIX :

Un exemplaire du Code Pénal.

7^{me} PRIX :

Un cadre sous verre: Les droits de l'homme et du Citoyen.



La liberté est le pouvoir de faire tout ce qui ne gêne pas la liberté des autres en se soumettant aux lois établies dans l'intérêt de tous. Il devrait en être ainsi.

LA VRAIE LIBERTÉ.

Clémenceau nous a appris dans son discours du Var, que ce qui faisait la gloire du régime actuel, c'était la liberté dont on y jouissait. Pour une nouvelle, c'était une nouvelle. Aussi a-t-elle fait le tour de la presse et du pays. Chacun s'est dit aussitôt: «Tien! il paraît que je suis libre. Je ne m'en serais jamais douté. Mais du moment où Clémenceau le dit, il faut le croire.»

C'est en effet la liberté, seulement elle est comme au temps de Figaro, soumise à quelques restrictions, dont une des plus connues est qu'on ne peut rien faire sans la permission de l'autorité. A part cela, nous sommes tout à fait libres. Qui diable s'opposera à ce que vous fassiez ce qui plaira au Gouvernement? Que pouvez-vous demander de plus?

Chaque jour nous apporte une preuve nouvelle des progrès de cette liberté. Lorsqu'à propos des discours de distributions de prix, le Ministre a déclaré qu'ils devaient être soumis à une censure préalable et ne pourraient être prononcés que s'ils ne déplaisaient pas aux représentants du Gouvernement, il s'est certifié avec conviction: «On ne comprendrait pas que quelqu'un put tenir un langage en désaccord avec nos opinions.»

C'est vrai, ont répondu les hommes du bloc, on ne le comprendrait pas.

C'est que ces hommes savent ce que c'est que la vraie liberté. Ils ne la confondent pas avec cette fausse liberté, dont certains propagent la funeste notion et qui consiste à avoir le droit de faire et de dire tout ce qui vous plaît, pourvu que vous ne portiez pas dommage à autrui. Cela c'est la liberté de l'erreur. Nous n'en voulons pas. La vraie liberté, c'est le pouvoir de dire et de faire tout ce que trouve bon le Gouvernement. Ce qu'en un mot Veillot, qui y connaît, a appelé la liberté du bien.

C'est de cette liberté-là qu'entendait parler Clémenceau. Nous l'avons illimitée. Qu'est-ce qu'on nous demande? Tout simplement de ne pas contester l'autorité. Nous avons tout à fait la liberté de ne pas contester l'autorité.

Vous ne sauriez avoir la prétention d'en savoir plus long que ceux qui vous gouvernent. Par conséquent vous devez être enchantés de leur soumettre vos pensées, afin qu'ils les examinent, et qu'ils vous remettent dans la voie droite si par hasard vous vous en étiez écartés. Tout est prompt; toute chair est faible. Rejoignons-nous donc tous de posséder d'excellents directeurs, qui savent mieux que nous ce qui nous convient et qui poussent le dévouement jusqu'à guider nos pas dans toutes nos excursions à travers cette vallée de larmes.

Clémenceau a raison; la vraie liberté règne partout, car nulle part on ne marche sans autorisation. Il n'y a qu'une tache dans ce soleil. Cette tache c'est la presse. La presse seule jouit de cette fausse liberté, dont nous parlions plus haut: jusqu'à quand permettra-t-on à d'innombrables journalistes, à des individualités sans mandat de faire exception à la discipline universelle, à cette discipline qui est la condition moderne de la vraie liberté? Il y a là une lacune à combler. Si le bloc savait faire une bonne loi pour empêcher les journalistes de se moquer de lui, nous aurions enfin le système complet. Il n'y aurait plus de fausse note dans le concert, alors véritablement harmonieux; et les musiciens, tous fonction-

naires médaillés, marcheraient enfin dans cet accord parfait de la centralisation qui caractérise la vraie liberté, telle que nous la devons à nos révolutions multiples et bien-faisantes.

C'est cette confusion entre la vraie liberté qui est de ne pas avoir, et la fausse liberté, qui est de les avoir toutes, qui est la source de nos querelles. Les étrangers, qui ne sont pas au courant, ne comprennent pas comment il se fait que chez nous l'épithète de libéral soit devenue une injure. Quand on traite un homme de libéral, c'est comme si on le traitait de réactionnaire, les deux ne font qu'un. J'ai déjà cité le mot authentique d'un illustre jacobin, disant d'un de ses amis: «Un tel! Mais il n'est d'un de nos amis, il n'est donc plus républicain?»

Il s'agissait bien entendu de la fausse liberté, de celle qui consiste à être libre. Elle n'a rien de commun avec la liberté organisée par notre République. Celle-ci n'exclut pas les coups de pied dans le derrière; au contraire, elle vous permet de vous en réjouir, et de remercier du grand honneur. Elle ne vous défend que de vous en plaindre.

Elle a grandement raison. Car c'est à bête de se plaindre de ce qu'on ne peut pas empêcher. Pouvez-vous empêcher qu'on vous moleste? Non. Eh bien! Alors, taisez-vous!

Un bon républicain est comme le soldat de Scribe. Il doit souffrir et se taire sans murmurer. D'autant que s'il murmure, cela ne l'avance absolument à rien.

Henry MARET.

(Le Nouvelliste de Bretagne.)

Tolérance.

On rencontre souvent, sur cette planète, de gros messieurs pensés et de petits individus bêteux, qui aiment à parler de la tolérance.

Comme nous et moi, ils pensent toujours avoir raison, mais si vous discutez avec eux vous demeurerez stupéfaits de ne pouvoir aboutir à une autre conclusion que la leur de quelque façon que vous vous y prenez.

Vous en êtes étourdis, mortifiés, surpris, vous doutez de votre croyance, mais vous ne comprenez pas comment vous avez été amené là; vous sentez confusément que vous avez été roulés, empêtrés dans un fillet; en cela du moins vous avez complètement raison.

Tel le rat de la fable, je vais en quelques lignes incisives, ronger le fillet qui vous emprisonne, ô rat de St-Pierre... et d'ailleurs, et vous mettre à même de ne plus vous y laisser prendre à l'avenir.

Le gros Monsieur pensé roule si terriblement ses gros yeux dans ses orbites immenses, qu'il vous est impossible de supposer qu'une pensée capitale n'est pas la cause de cet effrayant gaspillage d'énergie.

Il va dire quelque chose: tenez-vous en pour assuré!

Le petit individu bêteux, lui, qui ne la ferait à personne avec des gros yeux, écarquillés instantanément ses petits yeux et l'enfoncée dans les côtes comme deux vrilles dans un morceau de bois.

Vous êtes d'ailleurs condamné à vous comporter dans la discussion exactement sauf excuse, comme un morceau de bois.

«La tolérance, vous disent-ils, est la fleur de la Liberté; elle est l'apanage exclusif des êtres libres».

Or, ni le gros Monsieur pensé, ni le petit individu bêteux ne sont des esclaves; gardez-vous bien d'en douter: ils vous tourneront le dos!

Comme ils ne sont pas des esclaves et qu'il faut bien qu'il y en ait, il est tout naturel que vous soyez suspect d'en être.

aussi ne sauriez-vous refuser de faire preuve de tolérance si vous voulez être admis à l'honneur de voir votre interlocuteur accorder un peu d'attention à vos propositions.

Cette preuve, vous allez la faire d'une manière toute simple: quoique vous affirmiez, quoique vous disiez: «vous voudrez bien, mon bon Monsieur, faire la part de l'exagération. Cette part est énorme et si vous voulez arriver à une évaluation honnête elle est de 50 0/0!»

Voilà le procédé. Le gros Monsieur pansu et le petit individu bêteux ayant pour mission de parler de tolérance sont tolérants, ou pas qu'ils disent à tyrai. Tous les deux sont donc intolérants et la tolérance n'est qu'un mot qui frappe d'un décret de loi les productions de l'âme humaine.

Tout y compris et comment vous arrivez inévitablement à leur conclusion en toutes choses.

A côté de cette tolérance qu'on pourra baptiser de tolérance par soustraction, il reste un second procédé, où le gros Monsieur pansu et le petit individu bêteux s'ajoutent par addition et cela a lieu toutes les fois que quelque un des dogmes insupportables de la pédagogie moderne vous tient serré chaud, votre grimace intolérable vous attire la juste réprimande que les professeurs de tolérance savent infliger d'autorité aux esprits faibles et téméraires.

Une fois ce phénotype étranger imposé à la discussion, il est clair que votre embarras ne fait plus que rouler d'un bord à l'autre et ne saurait tarder à chavirer.

Conclusion:

DIGNITÉ! Qui cher lecteur de Saint-Pierre... et d'ailleurs il n'est pas digne de la donner l'hospitalité de la faiblesse, de l'erreur, pas plus que de laisser à l'autre la vérité dont tu es dépositaire. Tu n'as pas à toi la vérité, tu n'as pas le droit de transiger pour elle.

Sais-tu digne de l'honneur qu'elle te fait de se servir de toi pour être défendue, ne la laisse pas en mauvaise compagnie et tu verras qu'avec elle pour alliée, on ne connaît pas de défaite de la part des séméiots allégoriques, ni des pâtes roquets de l'armée du mal.

HANS A RAVENELLES.

La quinzaine des Ecoles libres.

Lettre du Conseil Municipal à M. Louis Légasse pour lui servir à établir les responsabilités, tant au sujet des troubles à l'audience que de l'incident du drapeau américain.

Saint-Pierre, le 24 novembre 1903.

Monsieur Louis Légasse délégué des îles St-Pierre et Miquelon au Conseil Supérieur des Colonies.

Paris.

Monsieur le Délégué,

Nous sommes à la fois très surpris et tout à fait indignés en voyant combien a été défigurée la manifestation des sentiments unanimes de la population, qui a eu lieu spontanément ces temps derniers à l'occasion de la conférence de l'Institut libre et des poursuites bien inopportunes dont il a été l'objet. Nous avons bien prié le journal «La Vigie» de faire son possible pour remettre les choses au point.

Mais les journaux étrangers et nos adversaires ont tellement abusé de l'amplification de rapports incomplets que nous avons cru devoir nous réunir spécialement à l'effet de prouver par un acte officiel et d'affirmer par un procès-verbal que de tel-

les exagérations ne peuvent être admises plus longtemps par quiconque a souci de la vérité.

Le lendemain de la conférence de M. Veillot, une heure avant l'audience, le bureau de cette conférence s'était réuni au café du Midi pour soumettre à un groupe d'auditeurs de la veille et principalement des pères de famille, un ordre du jour destiné à être porté par une délégation chez M. l'Administrateur.

Un père de famille y proposa une adresse que vous trouverez dans la «Vigie» et des Membres de la délégation des pères de famille furent nommés en séance publique pour se joindre aux Membres du Bureau et porter les deux documents à M. l'Administrateur.

L'ordre du jour fut lu dans sa dernière forme, la Délégation, au Palais du Gouvernement.

On ne pouvait se défendre d'espérer que M. l'Administrateur, qui avait promis de communiquer la réponse qu'il recevrait, donnerait l'ordre de suspendre les poursuites. Aussi fut-il impossible d'empêcher la population de se rendre de là au Palais de Justice.

Là, M. Gauvain, qui avait décidé, devant l'effervescence de la population, de faire défaut; avait tenu à prévenir M. André, Ministre public, des négociations engagées et de leur résultat, afin que, le commissaire du gouvernement put juger de l'opportunité qu'il y aurait de remettre l'affaire, ou le prononcé du jugement.

S'il avait fait une déclaration en ce sens, ou autorisé quelqu'un à le laisser entendre la population l'ordre n'aurait pas été troublé; nous sommes certains que nous aurions pu, en échange de ce respect des négociations engagées, obtenir de la population le calme qu'aurait appelé cette si simple concession.

Mais tel ne fut pas l'avis de M. André; M. Gauvain dut retourner s'asseoir au barreau sans avoir obtenu la moindre assurance en dissimulant néanmoins par son silence l'échec de sa démarche, faite de son propre mouvement.

Il fut néanmoins impossible à l'assistance de s'y tromper: nul ne pouvait faire la foule la promesse que le ministère public n'autorisait pas à faire.

Alors cette foule, qui s'apercevait que ses négociations avec le gouvernement étaient absolument méconnues au Palais ne fut plus maîtresse de refouler ses sentiments.

Le Maire, présent dans l'auditoire, devant l'inutilité de ses efforts pour empêcher le bruit, s'avance et fit connaître à M. André son impuissance absolue dans la circonstance.

Il fit un dernier essai en haranguant la foule qui se tenait aux abords, et dut se retirer, lui laissant toute la responsabilité du désordre, qu'il avait tout fait pour éviter.

Voilà ce qui était important et grave; voilà ce qui est sérieux; Ce qui s'est passé ensuite ne peut-être apprécié que comme la conséquence et de la même manière que ce qui venait de se passer et ce qui allait se prolonger toute une semaine.

On veut la LIBERTÉ! Après le jugement rendu, la foule sort: elle tient à montrer qu'elle veut la liberté: elle a besoin d'un emblème: quelqu'un découvre un pavillon Américain, s'en empare sans permission, et voilà la manifestation qui va planter ce drapeau aux portes du gouvernement, et, de là, acclamer, au consulat américain, le représentant d'un peuple qui connaît et respecte la Liberté: voilà la leçon qu'avait voulu donner la foule.

Peut-on sans indignation, penser qu'un groupe d'ennemis sans scrupules puisse avec quelque succès, faire croire à des Français, autre chose?

Peut-on douter des protestations qui se seraient élevées si le consul américain, qui était absent de son consulat, avait interprété autrement les acclamations dont son



Aussi, avec notre bienvenue, qu'il nous



« Vous soit permis, Monsieur l'Administrateur, d'exprimer, très respectueusement, notre étonnement de vous voir arriver parmi nous sur un bateau de guerre, débarquer parmi nous semble-t-il, sous le couvert de canons français.

Le St-Pierrais n'est ni un rebelle, ni un agité :

Si ces jours derniers, il a cru pouvoir parler haut et ferme, si, ailleurs qu'ici, on a cru pouvoir prononcer les mots de révolte et d'émancipation, il était uniquement inspiré par l'amour de la liberté et même de la légalité qu'il tient de ses origines françaises, et s'il a durant quelques instants pu accepter de voir flotter dans les rues de sa vieille ville française un pavillon qui n'était pas le pavillon tricolore, il n'y avait dans son cœur aucun sentiment que puisse repudier un cœur français.

Ce pavillon n'était qu'un symbole à ses yeux, il représentait la liberté accordée aux citoyens de la libre Amérique.

Monsieur l'Administrateur, nous comptons sur votre largeur de vue, et sur votre bienveillance.

Vous saurez comprendre cette population : elle est durement éprouvée à bien des points de vue, elle mérite que la Mère-patrie, que le Gouvernement de la République s'intéresse à elle.

Permettez-nous d'espérer que vous vous emploierez à donner satisfaction à ses légitimes aspirations, que vous contribuerez à lui rendre la paix et la confiance dans l'avenir.

De notre côté, nous serons heureux de vous prêter l'appui de nos modestes efforts et d'une bonne volonté toujours prête pour le bonheur de nos concitoyens et la gloire de la France.

Vive la République ! Vive Monsieur l'Administrateur ! Vive la Marine ! Et toujours Vive la France.

Le discours de M. Didelot

M. Didelot, pendant la lecture de cette adresse parut éprouver une vive émotion ; d'une voix contrainte, il répondit tout d'abord à M. Lefèvre que s'il était venu à St-Pierre, sur un navire de guerre, c'était pour arriver plus rapidement dans la Colonie.

Puis, retirant un papier de sa poche, il expliqua que le discours qu'il avait à faire devait perdre beaucoup de son importance, à la suite des déclarations qu'il venait d'entendre.

Il y fit retentir la protestation indignée du Gouvernement de la République contre le crime de lèse-patrie qui résultait à ses yeux de l'antipatriotisme qu'il permettait de supposer chez les St-Pierrais. Cet acte de reniement de la mère-patrie, n'est, reconnaît-il, qu'un moment d'oubli.

« D'un mal pourra sortir un bien ; le Gouvernement de la République n'est pas l'adversaire des écoles privées mais il ne veut pas qu'elles soient des armes de combat... Il y en a qui ont encouru de graves responsabilités... fermeté, bienveillance, oubli, paix, il n'y aura plus de dissensions, crise économique pénible... »

Conclusion : l'impression

Après l'auréole d'espérance dont on avait entouré l'arrivée de l'administrateur, ses réticences, et l'absence complète de ce qu'on attendait le plus à y voir annoncé, laisserent dans les esprits des auditeurs une impression fâcheuse ; on sentait, à l'égard de la population et de ceux qui avaient qualité pour la représenter, une méfiance si nettement caractérisée, qu'il serait an-

gissant de n'y pouvoir trouver d'autre cause que des manœuvres de la dernière heure...

Nous aurions préféré plus de confiance, en un pays où l'on sait se dévouer, et où l'on ne cache pas ses désirs.

Nous voulons espérer que, venu dans des temps difficiles, et désireux de se mettre en dehors de au-dessus de toutes les impressions qui se sont disputé son attention pour acquiescer son adhésion, l'homme nouveau, si longtemps attendu, récompensera par le respect des situations acquises le crédit que la population ne lui ménagea pas en retour.

Dernière Heure.

Depuis ce matin, plus de cent personnes ont reçu des lettres les convoquant au Bureau du port pour affaire les concernant ; aucune n'ayant reparu, nous avons mené une rapide enquête de laquelle il résulte qu'un tribunal maritime y siège en permanence depuis sept heures ce matin.

Nous n'avons pu, malgré tous nos efforts, obtenir aucun renseignement sur la composition de ce tribunal, dont les Membres doivent être étrangers à la Colonie :

Une vedette a déposé à six heures et demie trois personnages galeonnés, enveloppés jusqu'aux yeux ;

Nous apprenons au moment de mettre sous presse que toutes les heures, des groupes de cinq à six personnes sortent du bureau du Port, montent aussitôt dans une vedette, à la cale du Gouvernement ; la vedette revient sans passagers.

Toutes les suppositions sont permises ; nous exhortons cependant la population au calme, car dans les temps difficiles que nous traversons, si l'arbitraire allait plus loin, c'en serait à jamais fini de la liberté à St-Pierre.

Beaucoup de personnes font l'impossible pour s'embarquer secrètement à bord du vapeur postal.

Les personnes qui pourraient se procurer un certificat de maladie arriveraient par là pensons-nous, à se soustraire au terrible incriminé en en excitant pour ne pas affronter les peines de la rébellion si elles ne déferent pas à la convocation.

De nombreuses familles cherchent à vendre leurs meubles à vil prix ;

En serait-ce fait de St-Pierre ?

(Voir plus loin : Sibérie)

Avis.

La Société "La morue Française" a l'honneur d'informer Messieurs les armateurs et le public en général qu'elle possède un appareil à gaz Clayton permettant de désinfecter, de la façon la plus efficace, les bateaux, maisons, magasins ; en un mot tous les locaux sans qu'il soit nécessaire d'enlever aucun meuble ni effets quelconques.

Les fumigations faites avec cet appareil font disparaître les punaises, cancrelats, rats et autres vermines ; elles sont très utiles dans les magasins où la morue a été atteinte de "rouge" car elles en font disparaître tous germes.

Le prix pour la désinfection de chaque goëlette est fixé à 30 francs ; quant aux bateaux métropolitains, aux maisons et magasins, des prix spéciaux seront établis :

Les désinfections, faites à St-Pierre jusqu'à ce jour, ont donné des résultats très satisfaisants.

LES BILLARDS VAUBAN.

BREVETÉS S. G. D. G.

Nouveau jeu de famille et de salon qui a fort bien réussi en France. — 1^{re} Médaille de Vermeil 6^e Concours Lépine 1906.

Qui n'a pas construit des forteresses ? A qui n'est-il pas arrivé de rêver, à la devanure d'un marchand de jouets, à la vue d'un de ces prestigieux étalages où des armées de soldats de plomb, postés dans d'imposantes places fortes, semblent tout prêts à en venir aux mains ?

Mais que faire de ces soldats ? Une fois placés, comment les faire avancer, lutter, comment les animer ? Suivant quelles règles et par quel procédé vont-ils se disputer les villes qu'ils occupent ? Tour à tour vainqueurs ou vaincus, comment les dévorer d'un cinéma simple et vivante à la fois ?

Voilà le mystère qu'a récemment percé une intéressante invention ; tel est le problème que résolvent victorieusement le Billard Vauban.

En usant de pions rigides poussés par un propulseur élastique, puis en coupant le nouveau billard d'obstacles appropriés, l'inven-

teur est parvenu à composer, dans des dimensions très réduites, une planche à jeu sur laquelle des pions carrés, projetés par un porc-épic, ricochent contre des remparts savamment disposés selon les principes de fortification de l'immortel créateur de nos places fortes, Vauban. Ils se prennent les uns les autres, se font des prisonniers, se disputent de deux à neuf villes, selon les modèles.

Consultez les tarifs, prospectus et faites votre commande pour les longues soirées d'hiver chez M. Jean-Baptiste Légasse.

UN MONSIEUR.

Un Monsieur possesseur d'une collection très importante de LETTRES ANONYMES expédiées par des auteurs connus ou inconnus, et par une personne qui voudrait bien lui fournir quelques pièces d'actualité, un exemplaire numéroté sur Japon, avec dédicace non signée, de son traité du Chantage, avec des figures en couleur, et une belle couverture en chameau chagriné avec des coins en fer forgé par un conseiller secret de la Chambre syndicale de la Chaudronnerie en platine, membre correspondant de la Société des petits fourneaux de poche, Secrétaire perpétuel de la Société coloniale de défense contre la Baleine, inventeur de la nouvelle cafetière à fin tuyau à fonctionnement automatique dans l'obscurité, rédacteur en chef du journal des concierges, et membre de plusieurs autres sociétés savantes.

NOUS ACHETONS

les timbres poste ayant servi de

ST-PIERRE ET MIQUELON

en parfait état propre et sans déchirures à

1 c. 0 f 75 le cent	2 c. 1 f 00 le cent
4-5 c. 2 f 00 %	10 c. 3 f 00 %
15 c. 2 f 50 %	20 c. 4 f 00 %
25 c. 4 f 00 %	30 c. 4 f 50 %
40 c. 12 f 50 %	50 c. 20 f 00 %
75 c. 11. 30 f 00 %	Payement p. retour

Adresser communication-échanges à

THÉODORE CHAMPION ET C^e

Paris - 13 Rue Drouot - 1^{er} étage

Sibérie

Notre correspondant particulier d'Arkhangel nous télégraphie qu'un gouvernement européen a entamé des négociations depuis une quinzaine de jours avec le Ministère russe de l'Intérieur pour l'achat de vastes territoires à usage de baignade.

Une correspondance très active est échangée entre les deux Gouvernements, et l'on croit à une solution prochaine.

À VENDRE.

Meubles à Vendre pour cause de départ.

S'adresser chez Madame V^e P. Cormier.

Occasion

Une voiture d'enfant, un berceau et un traîneau.

S'adresser au Bureau du Journal.

IMPRIMERIE

"LA VIGIE"

IMPRESSIONS EN TOUS GENRES

Cartes de Visite,

cartes de faire-part,

Naissance - Mariage

et Décès

Factures - Bons

Connaissances etc.,

Affiches tous formats.

Prix Modérés

Rue Jacques-Cartier SAINT-PIERRE

Imp. LA VIGIE - Le Gérant : W. Lefèvre